

**ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE
DEUXIEME REUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES**

La Havane, le 13 décembre 1996

Accord No. 15/96

**ACCORD CONCERNANT LE PROTOCOLE
SUR LES PRIVILEGES ET LES IMMUNITES
DE L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE**

Le Conseil des ministres,

VU :

L'article XVII, alinéa 1, de l'Accord portant création de l'Association des Etats de la Caraïbe,

EST CONVENU:

1. Les Etats membres et les membres associés de l'Association pourront présenter les remarques qu'ils estiment pertinentes au Protocole sur les privilèges et les immunités de l'Association dans les quarante-cinq (45) jours suivant la date d'adoption du Protocole.
2. Les amendements proposés par tout pays membre seront analysés par les membres du Conseil des ministres.
3. Si un pays n'exprime aucun avis sur le Protocole proposé passé ce délai de quarante-cinq jours, il sera entendu qu'il l'adopte.

PROTOCOLE SUR LES PRIVILEGES ET LES IMMUNITES DE L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE

Les Etats Parties au présent Protocole,

Considérant que l'article XVI de l'Accord constitutif de l'Association des Etats de la Caraïbe stipule que celle-ci jouira d'une personnalité juridique internationale et de la capacité juridique nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses objectifs;

Considérant également que l'article XVII de l'Accord constitutif de l'Association des Etats de la Caraïbe stipule que celle-ci jouira, sur le territoire des Etats parties au présent Protocole, des privilèges et des immunités nécessaires à la réalisation de ses objectifs;

Décident de ce qui suit :

Article 1 Définitions

Aux effets du présent Protocole, on entend par :

- a) "Accord" : l'Accord constitutif de l'Association des Etats de la Caraïbe, souscrit à Cartagena de Indias (République de Colombie), le 24 juillet 1994;
- b) "Protocole" : le Protocole sur les privilèges et les immunités de l'Association des Etats de la Caraïbe;
- c) "Association" : l'Association des Etats de la Caraïbe, tel qu'elle est définie à l'article II de l'Accord;
- d) "Etat membre" : l'Etat tel qu'il est défini à l'article IV, alinéa 1) de l'Accord;
- e) "Etat adhérent" : l'Etat qui serait partie à l'Accord et au présent Protocole;
- f) "Secrétaire Général" : le Secrétaire Général de l'Association des Etats de la Caraïbe ou son représentant autorisé;
- g) "Fonctionnaires de l'Association" : le Secrétaire Général et le personnel de l'Association, exception faite du personnel engagé localement et rémunéré selon les heures travaillées;
- h) "Membre associé" : le membre associé tel qu'il est défini à l'article IV, alinéa 2) de l'Accord;
- i) "Représentants des Etats membres" : les délégués, les délégués adjoints, les conseillers et tout autre membre des délégations;

- j) “Observateur de l'Association” : un Etat, un pays, un territoire ou une organisation qui jouirait de la qualité d'observateur dans l'Association, telle qu'elle est définie à l'article V de l'Accord, et qui y aurait été admis à ce titre;
- k) “Représentants des observateurs” : les délégués, les délégués adjoints, les conseillers et tout autre membre des délégations;
- l) “Experts” : les experts chargés d'accomplir des missions au nom de l'Association;
- m) “Archives” : les registres et les correspondances, les documents, les manuscrits, les cartes, les photographies, les pellicules cinématographiques et les enregistrements sonores appartenant à l'Association ou étant en sa possession. Cette liste est susceptible d'être élargie en fonction de l'apparition de nouvelles technologies;
- n) “Conseil des ministres” : le Conseil des ministres, tel qu'il est défini à l'article VIII de l'Accord.

Article 2

Dispositions générales

Sans préjudice des dispositions stipulées par l'Accord, chaque Etat adhérent devra accorder les privilèges et les immunités spécifiés au présent Protocole à l'Association et à ses organes, aux représentants des Etats adhérents, des Etats membres, des membres associés et des observateurs, aux fonctionnaires de l'Association et aux experts.

Article 3

Personnalité et capacité juridique de l'Association

L'Association jouira de la personnalité juridique internationale et de la capacité juridique nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses objectifs, en conformité avec l'Accord. Par conséquent, l'Association a, entre autres, la capacité de :

- a) Passer des contrats;
- b) Acquérir, louer, posséder et aliéner des biens meubles et immeubles;
- c) Etre partie aux actes juridiques.

Article 4

Inviolabilité du siège de l'Association

Le siège de l'Association sera inviolable.

Article 5

Immunités et exemptions concernant les propriétés et les biens de l'Association

1. L'Association, ses propriétés et ses biens jouiront d'immunité face à tout acte juridique, à moins qu'elle n'y renonce expressément. Il est nonobstant entendu qu'elle ne concédera aucun renoncement à l'immunité face à aucune mesure exécutoire.
2. Les propriétés et les biens de l'Association, où qu'ils soient situés dans le champ d'application du présent Protocole et quel qu'en soit le détenteur, ne pourront en aucun cas faire l'objet de perquisitions, de réquisitions, de saisies, d'expropriations ou de toute autre forme de confiscations découlant d'une action engagée par le pouvoir exécutif ou législatif.
3. Les propriétés et les biens de l'Association ne pourront en aucun cas faire l'objet de restrictions, de réglementations, de contrôles ou de moratoires, de quelque nature qu'ils soient.
4. L'immunité de juridiction ne s'applique pas dans les cas :
 - a) d'une action civile intentée par un tiers au titre d'un dommage résultant d'un accident causé par un véhicule à moteur appartenant à l'organisation ou utilisé par son compte;
 - b) d'une action civile fondée sur une obligation de l'organisation résultant d'un contrat, y compris d'un contrat de travail conclu avec un membre du personnel;

Article 6

Inviolabilité des archives

Les archives de l'Association, où qu'elles soient situées, seront inviolables.

Article 7

Mécanismes financiers de l'Association

1. L'Association ne sera soumise à aucune forme de contrôle, de réglementation ou de moratoire financier et aura donc toute latitude de :
 - a) Se procurer des devises par des moyens officiels, les conserver par-devers soi et les vendre;
 - b) Détenir des fonds, titres ou valeurs, de l'or ou des devises et opérer des comptes en n'importe quelle monnaie convertible;
 - c) Transférer ses fonds, ses titres ou valeurs, son or ou ses devises d'un pays à l'autre ou à l'intérieur de n'importe quel pays et les convertir en n'importe quelle monnaie convertible;

2. Dans l'exercice des droits établis au paragraphe 1 du présent article, l'Association fera dûment cas des protestations formulées par le gouvernement de tout Etat membre, membre associé ou observateur, mais ne le fera que jusqu'au point où cela ne portera pas préjudice aux intérêts de l'Association.

Article 8

Exemption d'impôts et de tarifs douaniers

1. Dans le cadre de ses activités officielles, l'Association, ses biens et propriétés, ses revenus, ses opérations et ses transactions, autorisés par l'Accord, seront exemptés de tout impôt direct, tandis que les biens et les publications importés ou exportés à titre officiel seront exemptés de tarifs douaniers, d'interdictions et de restrictions. Dans le cas des encaissements émanant de services prêtés, l'Association n'exigera pas cette exemption d'impôts.

2. Lorsque les achats de biens ou de services ayant une valeur substantielle et s'avérant nécessaires aux activités officielles de l'Association seront effectués par celle-ci ou en son nom, et lorsque les prix des dits biens ou services seront grevés d'impôts ou de droits, les Etats membres prendront les mesures pertinentes, autant que faire se peut, soit pour accorder des exemptions d'impôts ou de tarifs douaniers, soit pour en accorder le remboursement.

3. Les biens importés ou acquis sur la base des exemptions visées au présent article ne pourront, sous quelque forme que ce soit, être vendus ou cédés sur le territoire de l'Etat membre, du membre associé ou de l'observateur ayant accordé l'exemption, exception faite des conditions spéciales convenues avec ledit Etat membre, membre associé ou observateur.

Article 9

Mécanismes de communication

1. Dans ses communications officielles, l'Association bénéficiera - dans la mesure où cela sera compatible avec les accords, les normes et les dispositions internationales établies sur le territoire de chaque Etat membre, membre associé ou observateur - d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux organismes internationaux dans des domaines tels que, entre autres, les priorités, les taxes et les impôts applicables à la correspondance et aux différents moyens de communication - câblogrammes, télégrammes, radiogrammes, téléphone et autres.

2. La correspondance officielle et les communications officielles de l'Association ne feront l'objet d'aucune censure.

3. L'Association aura le droit d'utiliser des codes et d'expédier et recevoir sa correspondance et d'autres communications officielles par courrier diplomatique ou dans des valises scellées, qui jouiront des immunités et privilèges similaires à ceux accordés à la correspondance et aux valises diplomatiques.

4. Aucune des dispositions visée aux paragraphes 2 et 3 du présent article ne pourra être interprétée comme pouvant faire obstacle à l'adoption des mesures de sécurité adéquates qui seraient de l'intérêt d'un Etat membre, d'un membre associé ou un observateur, à condition que le Secrétaire Général ait été consulté.

5. Aucune des dispositions du présent article ne pourra être interprétée comme pouvant faire obstacle à l'adoption des mesures de précaution adéquates en matière de sécurité qui seraient adoptées aux termes d'un accord souscrit entre un Etat membre, un membre associé ou un observateur et l'Association.

Article 10

Privilèges et immunités des représentants des Etats membres, des membres associés et des observateurs

1. Les représentants des Etats adhérents, des Etats membres, des membres associés et des observateurs qui assisteraient aux réunions convoquées par l'Association sur le territoire d'un Etat adhérent, jouiront, dans l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages aller et retour, des privilèges et des immunités ci-après :

- a) L'immunité face à des actions en justice qui découleraient de mots prononcés ou écrits ou d'actes exécutés dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Cette immunité demeurera valide même si les personnes concernées n'exerçaient plus lesdites fonctions;
- b) L'immunité face à des arrestations ou détentions personnelles, ainsi que les mêmes immunités et facilités accordées aux agents diplomatiques dans le cas des bagages personnels et officiels;
- c) L'inviolabilité de tout document ou papier;
- d) Le droit d'utiliser des codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier diplomatique ou dans des valises scellées;
- e) L'exemption des restrictions d'immigration, des exigences d'enregistrement imposées aux étrangers et des obligations du service national aussi bien pour eux-mêmes que pour leurs conjoints et les membres de leur famille à leur charge.
- f) Les mêmes privilèges et facilités accordés en matière de restrictions monétaires ou de change aux représentants des gouvernements étrangers ou des missions officielles temporaires;

- g) Les mêmes facilités de protection et de rapatriement pour leur personne, leurs conjoints et les autres membres de leur famille à leur charge qui auraient été accordées aux agents diplomatiques en cas de crises nationale ou internationale;
 - h) L'ensemble des autres privilèges, immunités et facilités qui ne seraient pas incompatibles avec ceux mentionnés supra et dont jouiraient les agents diplomatiques. Néanmoins, les représentants des Etats membres, des membres associés et des observateurs n'auront pas le droit de demander l'exemption des tarifs douaniers sur les biens importés (à moins qu'ils ne fassent partie de leurs bagages personnels) ou d'autres droits ou impôts.
2. Dans le cas où l'assiette de l'impôt dépend de la période de résidence, la période durant laquelle les représentants des Etats membres, des membres associés ou des observateurs qui participent aux réunions de l'Association demeureront présents sur le territoire d'un Etat membre, ne sera pas considérée comme une période de résidence.
3. Les privilèges et les immunités sont accordés aux représentants des Etats membres, des membres associés et des observateurs afin de protéger l'exercice indépendant des activités ayant à voir avec l'Association et ne sauraient être utilisés à des fins personnelles. Par conséquent, un Etat membre, un membre associé ou un observateur a non seulement le droit mais aussi le devoir de lever l'immunité de son représentant chaque fois que, de l'avis de cette entité, ladite immunité empêche l'action de la justice, à condition que cette levée ne soit pas contraire à l'objectif qui la sous-tend.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne sont pas applicables entre un représentant et les autorités d'un Etat membre, d'un membre associé ou d'un observateur dont il serait natif ou dont il est ou aurait été représentant.
5. L'immunité de juridiction ne s'applique pas dans les cas :
- a) d'une action civile intentée par un tiers au titre d'un dommage résultant d'un accident causé par un véhicule à moteur appartenant à l'organisation ou utilisé par son compte;
 - b) d'une action civile fondée sur une obligation de l'organisation résultant d'un contrat, y compris d'un contrat de travail conclu avec un membre du personnel;

Article 11

Privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Association

1. Le Secrétaire Général déterminera les catégories des fonctionnaires auxquelles s'appliqueront les dispositions du présent article et les soumettra au Conseil des ministres. Une fois approuvées, lesdites catégories seront communiquées aux gouvernements de tous les Etats membres, membres associés et observateurs, qui seront aussi informés

périodiquement des noms des fonctionnaires concernés.

2. Les fonctionnaires de l'Association (indépendamment de leur nationalité) jouiront des privilèges et des immunités ci après :

- a) L'immunité face à des actions en justice qui découleraient de mots prononcés ou écrits ou d'actes exécutés dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Cette immunité demeurera valide même si les personnes concernées n'exerçaient plus lesdites fonctions;
- b) L'immunité face à des arrestations ou détentions personnelles qui pourraient découler d'actions réalisées dans l'exercice de leurs fonctions;
- c) L'immunité face à des fouilles ou à des saisies de bagages, exception fait des cas de flagrant délit. Dans ces cas, les autorités compétentes en informeront immédiatement le Secrétaire Général. Pour ce qui est des bagages personnels, les fouilles ne pourront se faire qu'en présence du fonctionnaire concerné ou de son représentant autorisé et, dans le cas des bagages officiels, en présence du Secrétaire Général;
- d) L'exemption d'impôts sur les salaires et les honoraires versés ou sur toute autre modalité de paiement effectué par l'Association;
- e) L'immunité à l'égard des obligations du service national;
- f) L'exemption des restrictions d'immigration, des exigences d'enregistrement imposées aux étrangers, aussi bien pour eux-mêmes que pour leurs conjoints et les membres de leur famille à leur charge.
- g) Les mêmes privilèges et facilités accordés en matière de change aux membres des missions diplomatiques ayant un rang similaire, dont la possibilité de posséder un compte en devises;
- h) Les mêmes facilités de protection et de rapatriement pour leur personne, leurs conjoints et les autres membres de leur famille à leur charge qui auraient été accordées aux agents diplomatiques en cas de crises nationale ou internationale;
- i) Le droit d'importer, en franchise d'impôt, leurs meubles, leurs appareils ménagers et autres biens personnels au moment d'entrer en fonctions dans le pays en question et, au terme de leur mission, le droit de les réexporter, en franchise d'impôt, dans leur pays d'origine.

j) L'immunité de juridiction ne s'applique pas dans les cas :

- a) d'une action civile intentée par un tiers au titre d'un dommage résultant d'un accident causé par un véhicule à moteur appartenant à l'organisation ou utilisé par son compte;
- b) d'une action civile fondée sur une obligation de l'organisation résultant d'un contrat, y compris d'un contrat de travail conclu avec un membre du personnel;

Article 12

Privilèges et immunités supplémentaires accordés au Secrétaire Général et aux autres hauts fonctionnaires de l'Association

1. En sus des privilèges et immunités spécifiés à l'article 11, le Secrétaire Général jouira de ceux qui sont accordés aux chefs des missions diplomatiques des Etats membres, membres associés et observateurs.
2. Les fonctionnaires de haut rang de l'Association, leurs conjoints et les membres de leur famille à leur charge jouiront des mêmes privilèges et immunités qui sont accordés aux agents diplomatiques de même rang.

Article 13

Levée de l'immunité des fonctionnaires de l'Association

Les privilèges et les immunités étant accordés aux fonctionnaires de l'Association au profit de celle-ci, et non à leur profit personnel, le Secrétaire Général aura donc non seulement le droit mais aussi le devoir de lever ladite immunité à un fonctionnaire si, à son avis, celle-ci empêche l'action de la justice, à condition que cette levée ne porte pas préjudice aux intérêts de l'Association.

Article 14

Privilèges et immunités des experts

1. Les experts qui ne seraient pas des fonctionnaires de l'Association, jouiront, dans l'exercice des fonctions dont l'Association les aurait chargés ou au cours du voyage afin de remplir lesdites fonctions ou d'accomplir leurs tâches, des facilités, des privilèges et des immunités ci-après nécessaires à l'exercice efficace de leurs obligations :

- a) L'immunité face à des actions en justice qui découleraient de mots prononcés ou écrits ou d'actes exécutés dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Cette immunité demeurera valide même si les personnes concernées n'exerçaient

plus lesdites fonctions;

- b) L'immunité face à des arrestations ou détentions personnelles qui pourraient découler d'actions réalisées dans l'exercice de leurs fonctions officielles;
- c) L'immunité face à des fouilles ou à des saisies de bagages, exception faite des cas de flagrant délit. Dans ces cas, les autorités compétentes en informeront immédiatement le Secrétaire Général. Pour ce qui est des bagages personnels, les fouilles ne pourront se faire qu'en présence du fonctionnaire concerné ou de son représentant autorisé et, dans le cas des bagages officiels, en présence du Secrétaire Général;
- d) L'exemption d'impôts sur les salaires et les honoraires versés ou sur toute autre modalité de paiement effectué par l'Association;
- e) L'inviolabilité de tout document ou papier;
- f) Le droit, pour entrer en communication avec l'Association, d'utiliser des codes et de recevoir des documents, de la correspondance ou tout autre matériel officiel, par courrier diplomatique ou dans des valises scellées;
- g) L'exemption des restrictions d'immigration, des exigences d'enregistrement imposées aux étrangers et des obligations du service national, aussi bien pour eux-mêmes que pour leurs conjoints et les membres de leur famille à leur charge.
- h) Les mêmes facilités de protection et de rapatriement pour leur personne, leurs conjoints et les autres membres de leur famille à leur charge qui auraient été accordées aux agents diplomatiques en cas de crises nationale ou internationale;
- i) Les mêmes privilèges et facilités accordés en matière de restrictions monétaires ou de change aux représentants de gouvernements étrangers en missions officielles temporaires;

2. Les privilèges et les immunités étant accordés aux experts de l'Association au profit de celle-ci, et non à leur profit personnel, le Secrétaire Général aura donc non seulement le droit mais aussi le devoir de lever ladite immunité d'un expert si, à son avis, celle-ci empêche l'action de la justice, à condition que cette levée ne porte pas préjudice aux intérêts de l'Association.

Article 15
Coopération avec les autorités compétentes

L'Association coopérera à tout moment avec les autorités des Etats membres, des membres associés et des observateurs afin de favoriser la bonne administration de la justice, de garantir le respect des règles politiques et d'éviter tout abus ayant à voir avec les facilités, les privilèges et les immunités visés au présent Protocole.

Article 16
**Respect des lois et des règles des Etats membres,
des membres associés et des observateurs**

Sans préjudice des privilèges et des immunités accordés par le présent Protocole, tous les fonctionnaires de l'Association ont le devoir de respecter les lois et les règles des Etats membres, des membres associés et des observateurs. Les fonctionnaires s'obligent aussi à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des dits Etats.

Article 17
Abus des privilèges ou des immunités

1. Au cas où un Etat membre, un membre associé ou un observateur jugerait qu'il y a eu abus des privilèges ou des immunités accordés par le présent Protocole, il procéderait à des consultations avec le Secrétaire Général afin de déterminer si un abus a bel et bien été commis et, le cas échéant, d'essayer d'en empêcher la répétition. Si, de l'avis de l'entité et du Secrétaire Général, les consultations n'aboutissaient pas de façon satisfaisante, le point relatif à l'éventuelle utilisation abusive d'un privilège ou de l'immunité sera réglé par la procédure établie à l'article 20.

2. Les représentants des Etats membres, des membres associés et des observateurs qui participeraient aux réunions convoquées par l'Association, se trouveraient dans l'exercice de leurs fonctions et effectueraient des voyages vers ou depuis le siège de l'Association, ne pourront être renvoyés du pays en question par les autorités locales pour aucune des activités réalisées dans l'exercice des dites fonctions officielles. Nonobstant, au cas où un représentant mènerait des activités étrangères à ses fonctions officielles dans le pays en question et abuserait des privilèges de résidence, le gouvernement concerné pourra exiger son départ du pays, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- a) Les représentants des Etats membres, des membres associés et des observateurs ou les personnes jouissant des immunités visées à l'article 12 ne pourront être obligés de quitter le pays qu'en conformité avec la procédure qui y est applicable aux diplomates accrédités.
- b) Dans le cas d'un fonctionnaire de l'Association à qui ne s'applique pas l'article 12, les autorités territoriales ne pourront émettre une ordre d'abandon du pays

qu'avec l'assentiment du ministre des Affaires étrangères du pays concerné, lequel assentiment ne sera donné qu'après consultation avec le Secrétaire Général. Si une procédure d'expulsion était engagée contre un fonctionnaire de l'Association, le Secrétaire Général aura le droit d'y intervenir au nom dudit fonctionnaire.

Article 18

Drapeau et emblème

L'Association aura le droit de faire ondoyer son drapeau et d'arborer son emblème à son siège et sur les véhicules utilisés à des fins officielles.

Article 19

Accords complémentaires

En aucun cas, le présent Protocole ne limitera les privilèges et les immunités qui auraient été accordés à l'Association ou qui pourraient l'être à l'avenir par un quelconque Etat, du fait de la présence de son siège sur le territoire du dit Etat, pas plus qu'il n'y portera préjudice. Le présent Protocole ne sera pas considéré comme un obstacle à la signature d'accords complémentaires entre l'Association et tout Etat membre, membre associé et observateur.

Article 20

Règlement des différends

1. L'Association prendra les dispositions pertinentes pour régler de façon satisfaisante :

- a) Les différends découlant des contrats ou propres du droit privé auxquels elle serait partie;
- b) Les différends impliquant un de ses fonctionnaires ou toute personne qui, de par son poste officiel, jouit d'immunité, au cas où celle-ci ne serait pas levée.

2. Tout différend éclatant entre l'Association et un Etat membre, un membre associé ou un observateur, relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole ou de tout accord complémentaire, de même que tout différend se produisant entre, d'une part, l'Association et, d'autre part, un Etat membre, un membre associé ou un observateur, qui ne serait pas réglé par des consultations, des négociations ou d'autres types de solution accordés préalablement, dans un délai de six semaines à compter de la présentation de la demande par une des Parties au différend, sera renvoyé, sur demande de l'une des Parties, à un groupe composé de trois arbitres qui adoptera une décision définitive et inappellable. Un des arbitres sera désigné par le Secrétaire Général et un autre par l'Etat membre, le membre associé ou l'observateur. Si l'une des deux désignations ou les deux à la fois ne se faisait pas dans les trois mois suivant la demande d'arbitrage, le Bureau du Conseil des ministres devra procéder aux désignations. Le troisième arbitre, qui sera le président du groupe d'expert, sera choisi par les deux autres arbitres. Si ceux-ci ne réussissaient pas à se mettre

d'accord dans les trois semaines suivant leur nomination ou leur désignation, le troisième arbitre sera choisi par le président du Conseil des ministres, en consultation avec les autres membres du Bureau ou à la demande de l'Association ou de l'Etat membre, ou du membre associé, ou de l'observateur. Le tribunal, tel qu'il est prévu, prendra une décision dans un délai de trois mois à compter de la date de son instauration. Le vote majoritaire des arbitres suffira pour que la décision soit définitive et inappellable. Le président du tribunal aura la compétence de trancher dans toutes les questions de procédure en cas de désaccord sur ce point.

Article 21

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur dans les trente jours suivant la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour tout Etat membre qui ratifierait ce Protocole ou y adhérerait après le dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion, le Protocole entrera en vigueur trente jours après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 22

Enregistrement

1. Le présent Protocole sera enregistré au secrétariat des Nations Unies en conformité avec les dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
2. Il est entendu que, lorsqu'un Etat membre, un membre associé ou un observateur aura déposé son instrument d'adhésion, il sera en conditions, conformément à ses propres instruments légaux, d'appliquer les termes du présent Protocole.
3. Le présent Protocole entre l'Association et chaque Etat membre, membre associé ou observateur ayant déposé son instrument d'adhésion restera en vigueur tant que celui-ci sera partie à l'Accord ou jusqu'à ce que la révision du Protocole ait été entérinée par une réunion de chefs d'Etat ou de gouvernement et que l'Etat membre, membre associé ou observateur soit devenu partie au Protocole soumis à révision.
4. L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, français et espagnol feront également foi, sera déposé auprès du gouvernement de la République de Colombie.

Article 23
Dispositions finales

1. Une copie de ce Protocole doit être remise à chaque Etat membre, membre associé ou observateur en vue de ratification ou d'adhésion.
2. La ratification ou l'adhésion de chaque Etat sera réalisée après le dépôt de l'instrument correspondant auprès du gouvernement de la République de Colombie, lequel en communiquera copie au Secrétaire Général.
3. Le gouvernement de la République de Colombie notifiera à tous les Etats membres, membres associés et observateurs le dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

En foi de quoi, les représentants dûment autorisés ont signé le présent Protocole.

Fait à _____ le _____ mil neuf cent quatre-vingt-_____.